

Le maintien des femmes palestiniennes d'Israël en marge de l'économie

Par Suheir Abu Oksa Daoud, le 28 Septembre 2017



Synthèse

La part des Palestiniennes d'Israël dans le marché du travail est une des plus basses du monde, alors que celle de leurs homologues juives est l'une des plus fortes. Bien que les représentants du gouvernement israélien aient publiquement déclaré que le pays doit promouvoir le travail des femmes palestiniennes, leurs déclarations n'ont pas été suivies d'actes. Au contraire, les Palestiniennes souffrent de pauvreté...

Présentation

La part des Palestiniennes d'Israël dans le marché du travail est une des plus basses du monde, alors que celle de leurs homologues juives est l'une des plus fortes. Bien que les représentants du gouvernement israélien aient

publiquement déclaré que le pays doit stimuler l'économie des Palestiniens en Israël, particulièrement en promouvant l'emploi des femmes palestiniennes, leurs déclarations n'ont pas été suivies d'actes.[□]

Il n'est pas surprenant que le développement palestinien soit relégué au second plan dans la politique israélienne. La population minoritaire, qui représente environ 21% des 8,7 millions de la population d'Israël, souffre de la pauvreté, de la marginalisation et de la discrimination de la part du gouvernement israélien depuis la Nakba. En outre, pendant cette dernière décennie, les actes d'Israël ont conduit à une détérioration plus profonde de la relation entre les Palestiniens et les institutions de l'état et la communauté juive. La guerre au Liban en 2006 et les guerres à Gaza en 2008 et 2014, par exemple, ont d'autant plus isolé les citoyens palestiniens d'Israël.

La lutte des femmes palestiniennes pour l'emploi est emblématique de l'oppression systématique par Israël de cette population minoritaire. Le faible nombre de femmes sur le marché du travail n'est pas, comme on le croit généralement, simplement dû à la culture "traditionnelle" palestinienne ou musulmane. Bien que par le passé des obstacles sociaux empêchaient les femmes palestiniennes de travailler à l'extérieur de la maison, de profonds changements politiques et économiques dans la société palestinienne ont contribué à une plus grande acceptation et promotion de tels emplois. Ce sont plutôt les politiques de l'état israélien envers les travailleuses palestiniennes qui sont au cœur de leur marginalisation dans la production et l'emploi.

Dans cet article, Suheir Daoud aborde la marginalisation des femmes palestiniennes sur le marché du travail israélien. Elle étudie le manque de soutien apporté aux femmes palestiniennes travaillant dans la sphère publique,

comme problème faisant partie intégrante à la fois de la politique passée et de la politique actuelle d'Israël. Politiques qui ont pour objectif d'isoler et de contrôler le potentiel de la minorité palestinienne afin de servir les intérêts de la majorité juive. Elle conclut avec des recommandations sur ce que les Palestiniens peuvent faire pour promouvoir l'émancipation et l'emploi des femmes palestiniennes en Israël.

Une marginalisation économique depuis la Nakba

La marginalisation des femmes palestiniennes sur le marché du travail israélien et, plus généralement, l'obstruction au développement économique palestinien en Israël, sont des objectifs fondamentaux d'Israël depuis la Nakba.

Après 1948, Israël adopta une politique économique capitaliste afin de s'intégrer à l'économie mondiale. L'un de ses principaux objectifs était d'absorber et d'employer les immigrants juifs. Cet objectif fut réalisé en expropriant les Palestiniens. Des milliers d'entre eux perdirent leurs terres et leurs maisons.

En conséquence, en deux décennies de régime militaire à la suite de l'établissement de l'Etat d'Israël, les femmes palestiniennes travaillèrent principalement en tant que femmes de ménage ou couturières dans les villages arabes, particulièrement dans le Nord. Les autres facteurs contribuant à leur marginalisation professionnelle furent le peu d'opportunités d'emploi dans les villages et villes arabes et un faible taux d'alphabétisation.

La guerre de 1967 engendra des changements fondamentaux dans l'économie israélienne, avec un afflux de capitaux, d'investissements et d'aides qui créèrent de nombreux emplois. Ceci contribua à une augmentation du niveau de vie, et contraignit les femmes palestiniennes en Israël à entrer sur le marché du travail rémunéré afin d'assurer des ressources supplémentaires pour soutenir leur famille et

prendre part à l'amélioration des conditions.

Il était toutefois encore difficile pour les femmes palestiniennes de trouver un emploi au fil des années. Dans les années 90, près d'un million de Russes juifs immigrèrent en Israël après la chute de l'Union Soviétique. La majorité de ces immigrants possédaient des diplômes d'études supérieures et obtinrent des emplois tels que médecins ou infirmiers. Les Arabes instruits avec des compétences similaires furent remplacés. En parallèle, les Russes non qualifiés, particulièrement les femmes, furent employés pour faire le ménage ou pour travailler dans les hôtels et les usines, conduisant au licenciement généralisé des femmes palestiniennes qui occupaient ces postes depuis des décennies.

Le traité de paix de 1994 entre Israël et la Jordanie contribua également à la marginalisation économique des femmes palestiniennes. L'accord ouvrit la porte aux investissements israéliens en Jordanie, incitant Israël à y ouvrir de nombreuses usines, ainsi qu'en Egypte. De nombreuses Palestiniennes perdirent leurs emplois en Israël, notamment dans le vêtement et le textile, et les opportunités d'emploi dans ce secteur diminuèrent. Au milieu des années 90, le nombre de Palestiniennes travaillant dans les usines de textile israéliennes baissa de 10 700 à 1 700. En outre, Israël fit venir des milliers d'ouvriers étrangers pour travailler dans les secteurs de l'agriculture et de la construction, provoquant une diminution de la part de travailleurs palestiniens parmi eux, particulièrement les femmes, qui accomplissaient les travaux agricoles saisonniers.

Plus instruits mais toujours sans emploi

L'émigration de milliers de villageois palestiniens vers les villes israéliennes pour trouver du travail après la guerre de 1967 eut un impact significatif sur la structure

du village et de la famille arabe. L'expropriation des terres par Israël et la transformation des Palestiniens en une main d'œuvre bon marché se traduisit par la perte de leur revenu agricole. Les grandes familles palestiniennes s'urbanisèrent et s'éclatèrent, et les familles nucléaires devinrent plus répandues.

Ces changements affectèrent les relations économiques et sociales des Palestiniens, notamment leurs comportements concernant l'instruction des filles. L'instruction des filles et des femmes devint plus répandue quand la nouvelle génération s'ouvrit aux concepts de liberté, d'égalité sociale et de droits des femmes. Et parce que les Palestiniens en Israël réalisèrent que l'instruction était la plus importante stratégie pour réussir dans la société, l'inscription des jeunes Arabes, dont les femmes, dans les universités israéliennes augmenta après la fin du régime militaire.

Les Palestiniennes instruites construisirent alors leurs carrières, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et apportèrent une contribution supplémentaire et souvent la principale source de revenus de leur foyer. Elles occupaient souvent des postes d'enseignantes dans les écoles arabes et finirent par monopoliser la profession. Et au cours des deux dernières décennies, les palestiniennes en Israël s'investirent dans de nombreux secteurs professionnels non traditionnels, notamment le droit, la justice, la médecine, les arts, la production de films, et l'ingénierie. L'indépendance économique des femmes qui travaillent sensibilisa les autres femmes sur la multiplication des opportunités.

Cependant, les femmes palestiniennes qui travaillent sont restées une exception plutôt que la règle. Bien que l'employabilité augmente pour les femmes instruites, la participation des Palestiniennes sur le marché du travail

israélien n'est pas proportionnelle à leur niveau d'instruction. Leur taux de participation est l'un des plus bas au monde, 21%. Ces chiffres sont restés à peu près constants pendant plus de deux décennies, alors que le taux de participation des femmes juives a augmenté pendant la même période – de 47% en 1990 à 59% en 2016. Le taux actuel pour les femmes juives est l'un des plus élevés au monde, dépassant même celui des Etats-Unis à 56%. Alors que les chiffres de l'ONU montrent une augmentation constante de la participation des femmes aux emplois rémunérés au niveau mondial au cours des dernières décennies, le faible taux d'emploi des femmes palestiniennes en Israël nous dit autre chose.

Des obstacles étatiques au travail des Palestiniennes

L'augmentation des inscriptions à tous les niveaux d'instruction des femmes palestiniennes en Israël démontre que ce ne sont pas seulement la " culture palestinienne " ou "l'Islam" qui dissuadent les femmes d'obtenir un emploi, mais l'état d'Israël.

Israël soumet sa minorité palestinienne à des pratiques discriminatoires qui l'empêchent d'avoir accès, même en tant que citoyens israéliens, à de nombreux postes élevés, essentiellement pour des raisons de "sécurité". Par exemple, les institutions gouvernementales comme la Banque Centrale d'Israël, les aéroports, et les médias officiels emploient rarement des Palestiniens. En outre, bien que la loi israélienne pour l'égalité des chances interdise aux employeurs de défavoriser des candidats en fonction de leur sexe, leur race ou leur religion, les candidates palestiniennes subissent des discriminations. Le voile ou un accent en hébreu sont souvent invoqués pour justifier une non-embauche.

Israël continue également de déposséder les Palestiniens de leur rôle traditionnel en agriculture en les expropriant de

leurs terres et en bloquant les subventions gouvernementales des fermiers. De plus, les gouvernements israéliens successifs refusent le développement des villes et villages arabes et continuent de mener des politiques discriminatoires en termes de budget, d'urbanisation, de projets de construction, de transports publics et de zones industrielles qui créeraient des opportunités d'emplois.

Par conséquent, les petites villes et les villages arabes, dont les dirigeants sont aussi connus pour leur incompétence et leur corruption, souffrent de faibles développement et aménagement, ainsi que de réseaux de transports publics limités, surtout dans les nouveaux quartiers, où il n'est pas rare que les rues ne soient pas pavées et où les équipements font défaut. Ce manque de transports empêche les Palestiniennes de trouver un emploi. Une étude de l'organisation féministe Kayan a montré que bien que le nombre de Palestiniennes en Israël obtenant le permis de conduire soit en augmentation, 37% des sondées disent qu'elles ne peuvent pas s'acheter de voiture faute de moyens financiers, et 23% disent qu'elles ne possèdent pas de véhicule à cause des barrières sociales ou des traditions. Par exemple, les femmes druzes n'ont pas le droit de conduire pour des raisons religieuses, bien que certaines d'entre elles aient défié cette interdiction en conduisant.

Le sérieux manque de garde d'enfants dans les zones palestiniennes empêche également les femmes de rentrer sur le marché du travail. En effet, seuls 25 centres de garde financés par le gouvernement fonctionnent dans les zones arabes en Israël, pour 16 000 dans les zones juives.

Même lorsque les Palestiniennes travaillent, elles subissent des écarts de salaires et une double discrimination, puisqu'elles vivent dans une société dominée par les hommes qui discrimine les Arabes en faveur des Juifs. Bien que le droit israélien exige des payes

égales au travail, toutes les femmes en Israël gagnent 15% moins que les hommes, et les citoyens masculins palestiniens gagnent moitié moins que leurs homologues israéliens pour le même travail.

Ces différents obstacles contraignent de nombreuses femmes palestiniennes à rester à la maison et à s'occuper de leurs enfants plutôt qu'à chercher du travail dans la sphère publique.

Le rôle du patriarcat

Comme d'autres sociétés industrialisées, Israël est patriarcale, fondée sur des idées de supériorité masculine. On peut le voir dans la séparation entre le public et le privé, et dans les écarts de salaires entre les hommes et les femmes.

Dans les sociétés juives et palestiniennes, les comportements patriarcaux sur le rôle des femmes et leur travail en dehors de la maison évoluent. En revanche, le changement officiel n'est évident que pour les Israéliennes juives. Le patriarcat israélien n'a pas empêché les femmes juives d'atteindre l'un des taux de participation au marché du travail les plus élevés au monde, alors que la participation des femmes palestiniennes demeure basse.

La grande majorité de la société arabe soutient l'éducation supérieure des femmes ainsi que leur droit fondamental à travailler ; ce soutien diminue toutefois, dans une certaine mesure, parmi ceux présentés comme religieux, quelle que soit la religion. Cependant, même le Mouvement Islamique en Israël, traditionnellement accusé de conservatisme à l'égard des femmes, a insisté sur l'importance de l'instruction des filles. La branche nord du Mouvement, interdite par Israël, soutient l'instruction des femmes tout en continuant de séparer les garçons et les filles et en construisant des écoles séparées pour les filles.

Les changements dans la culture patriarcale palestinienne ont été plus rapides et plus complets parmi les populations de Galilée, les Chrétiens et les femmes se considérant comme laïques. Les Chrétiennes participent au marché du travail à hauteur de 45% contre 23,9% pour les Musulmanes. Cette différence peut être attribuée au fait que la majorité des Chrétiens vivent en ville, où les femmes trouvent plus d'opportunités d'emploi que celles vivant dans les banlieues ou les villages. Les membres de la communauté chrétienne inscrivent davantage leurs enfants dans l'enseignement supérieur, comparé à leurs homologues musulmans ou juifs, ils ont tendance à se marier tard et ont le taux de natalité le plus bas de l'état[□]. Ces facteurs, et le fait que les femmes chrétiennes ne soient pas sujettes aux mêmes restrictions sociales que les femmes des autres religions ou que les femmes vivant dans certaines zones, comme le Néguev, ont aidé à augmenter leur taux d'emploi.

Les Bédouines dans le Sud du Néguev ont le taux d'emploi le plus bas parmi les femmes palestiniennes, avec seulement 6% de la main d'œuvre. La répression israélienne des Bédouins du Néguev, qui sont environ au nombre de 130 000, ou 11% de la population palestinienne à l'intérieur de l'état, contribue à ce que ce taux soit faible.

La communauté bédouine est sous la menace constante de déportation et de destruction de leurs maisons. Plusieurs lois, qui pourraient améliorer le statut des femmes bédouines, comme le Code Pénal de 1977 qui punit de 5 ans de prison la polygamie, ne sont toujours pas appliquées, et la polygamie chez les hommes bédouins a augmenté de 20-30%. Néanmoins, l'instruction des femmes s'améliore dans le Néguev et de plus en plus de Bédouines étudiantes à l'université et de militantes travaillent à apporter un soutien social et à faire face aux politiques racistes de l'état.

Initiatives palestiniennes face au système israélien

La société civile palestinienne en Israël joue un rôle important dans le soutien à l'émancipation des femmes, notamment en organisant des campagnes de sensibilisation, des ateliers et des formations pour promouvoir le leadership des femmes, ainsi qu'en publiant des rapports et des articles de recherches sur les femmes. La plupart des organisations locales de femmes, dont Kayan-Feminist Organization à Haïfa et Women Against Violence à Nazareth, se concentrent principalement sur les violences faites aux femmes. Quelques organisations israéliennes opèrent à l'intérieur de la communauté palestinienne sous administration palestinienne, comme Shatil, qui soutient les organisations palestiniennes travaillant sur l'émancipation des femmes, et des organisations des droits humains comme Mossawa Center et Adalah.

Toutefois les organisations et les politiciens palestiniens en Israël concentrent principalement leurs actions autour de séminaires, de rencontres et de déclarations. Rarement sont proposés une stratégie pragmatique, un plan d'action précis, ou une structure globale pour coordonner les partis. Et même lorsqu'une stratégie est présentée, de telles initiatives manquent de suivi. Cela a été le cas en 2006 avec la "Vision pour l'avenir des Arabes palestiniens en Israël," écrit par des ONG et des universitaires palestiniens en Israël. Ce document vise à confirmer les droits historiques de la minorité palestinienne et demande un état inclusif à la place d'un "état démocratique juif."

Cependant, des parlementaires palestiniens à la Knesset travaillent plus activement à améliorer le statut des femmes palestiniennes sur le marché du travail et à s'assurer de l'applicabilité du droit du travail pour elles. Parmi eux figure Aida Toma-Suleiman du Front Démocratique pour la Paix et l'Égalité, qui œuvre pour l'application des lois qui garantissent l'intégration des

femmes. Le Lobby des Femmes en Israël travaille aussi sur une assistance téléphonique pour recevoir les plaintes des femmes sujettes à des pratiques professionnelles illégales et pour les assister dans le processus judiciaire.

Des parlementaires hommes à la Knesset, dont Massoud Ghanayem de la branche Sud du Mouvement Islamique, condamne fermement l'exploitation des femmes dans le milieu professionnel. Ils demandent la protection, le soutien aux travailleuses et une surveillance accrue des milieux professionnels. Ils réclament aussi des droits, comme le salaire minimum. L'ancien parlementaire à la Knesset, Issam Makhoul, souligne comme un indicateur positif et important du soutien aux droits des femmes palestiniennes, le fait que Toma Suleiman dirige le Comité des Femmes à la Knesset.

Les obstacles que rencontrent les femmes palestiniennes en Israël nécessitent qu'on agisse, notamment les intellectuels, les partis et les leaders religieux palestiniens, afin de changer les préjugés et d'améliorer le rôle et la participation des femmes. Ils doivent se concentrer sur le soutien à l'émancipation des femmes des structures patriarcales qui définissent leur participation à l'intérieur de la famille, tout en luttant principalement contre les politiques répressives et discriminatoire d'Israël.

Ce que les Palestiniens peuvent faire

Puisque l'idéologie et les pratiques d'Israël sont principalement destinées à exclure les Palestiniens, particulièrement les femmes, de l'emploi et du développement, les Palestiniens en Israël doivent prendre l'initiative de dessiner et mettre en œuvre des stratégies qui fassent avancer la participation des femmes dans la sphère publique. Voici quelques recommandations d'actions :

Les citoyens palestiniens doivent organiser des campagnes internationales de lobbying pour faire pression sur le

gouvernement israélien pour qu'il remplisse ses obligations devant l'OCDE et autres organisations internationales qui préconisent l'égalité, sans discrimination basée sur le sexe, la race, et autres facteurs.

Le Haut Comité de Suivi pour les Citoyens Arabes d'Israël (The High Follow-Up Committee for Arab Citizens of Israel) doit jouer un rôle clé comme organe politique national représentant tous les Palestiniens en Israël, et développer des mécanismes clairs et intégrés pour aborder le problème de la marginalisation des femmes palestiniennes sur le marché du travail. Le Haut Comité doit également mener une étude annuelle sur l'initiative "Vision pour l'avenir des Arabes palestiniens en Israël" de 2006 afin d'examiner l'impact de sa mise en œuvre et soumettre, si besoin, des recommandations supplémentaires ou complémentaires.

Les autorités palestiniennes doivent se coordonner afin de créer un réseau alternatif de transports et ouvrir des gardes d'enfants dans les villes et villages palestiniens.

La société civile et les organisations de droits humains doivent éduquer les femmes sur leurs droits et sur la manière de lutter contre les difficultés et l'exploitation au travail. Ces organisations doivent fournir un soutien juridique aux femmes portant réclamation ou plainte dans des cas de discrimination et d'exploitation.

D'autres initiatives peuvent être prises par les médias, les communautés et les dirigeants palestiniens. Seules des actions concertées et intégrées peuvent permettre aux femmes palestiniennes d'Israël de commencer à réaliser leur potentiel et à exercer les droits.

1. Cet article découle de la thèse de M.A. de l'auteure, « Palestinian Working Women in Israel, » Clark University, 2003, et "Palestinian Working Women in Israel: National Oppression and Social Restraints, » *Journal of Middle East Women's Studies* 8, 2 (Printemps 2012): 78- 101.

2. [La loi israélienne sur l'enseignement obligatoire](#) de 1949, qui rend l'instruction obligatoire pour les enfants âgés de 5 à 13 ans, incita également ce changement.

3. Les femmes chrétiennes en Israël ont un taux de natalité de 2,2 comparé à 3,5 pour les femmes musulmanes, et 3 pour les femmes juives.

Présentation de l'auteure:

*Membre d'Al-Shabaka, Suheir Abu Oksa Daoud est docteure en sciences politiques de l'Université Hébraïque de Jérusalem et est professeure associée du Département de Sciences Politiques à l'Université Coastal Carolina, Conway, en Caroline du Sud. Elle a été professeure associée invitée au Mudd College, une chercheuse postdoctorale au, et un universitaire invité au Centre pour les Etudes Arabes Contemporaines à l'Université de Georgetown. Auparavant elle était conseillère parlementaire à la Knesset israélienne. Suheir Daoud a publié quatre volumes de poésie arabe et son ouvrage universitaire, *Palestinian Women and Politics in Israel*, a été publié en 2009 par la presse universitaire de Floride.*

Traduction: Lauriane G. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al-Shabaka](#)